

« *Le secteur textile marocain ne peut pas se paralyser du fait de l'Accord Multifibres* »

Selon le président de l'Association de l'industrie textile, pour surpasser la crise il faut baisser les impôts douaniers et procéder à une plus grande ouverture du circuit logistique.

ENTRETIEN avec *Karim Tazi* par *Carla Fibla*

Cela fait quelques mois qu'il a accepté le poste de président de l'Association marocaine de l'industrie textile (AMITH), nonobstant le défi de négocier la situation du secteur avec le gouvernement marocain après l'entrée en vigueur de l'Accord Multifibres. Il affirme qu'environ 8 000 personnes ont perdu leur emploi depuis le début de l'année et que plusieurs entreprises ont disparu. Il est directeur d'une entreprise spécialisée dans les vêtements ménagers.

AFKAR/IDEES : *Comment voyez-vous la situation actuelle ?*

KARIM TAZI : Telle que je l'avais prévue, le secteur textile marocain ne peut se paralyser du fait de l'entrée en vigueur de l'Accord Multifibres. L'on constate qu'il y a eu des pertes d'emploi (j'estime qu'environ 8 000) mais l'activité se maintient et un nombre important d'entreprises continuent à travailler, quelques unes avec de très bons résultats même. Il y a eu aussi d'importants investissements dans le secteur au Maroc, c'est le cas de la signature de la convention entre le gouvernement et Fruit of the Loom (1.300 millions de dirhams). C'est la preuve du fait qu'il y a toujours un futur pour le textile et l'habillement au Maroc, mais on ne peut pas garantir la maintenance du secteur si les entreprises ne s'adaptent pas à un profond changement.

A/I : *De quel genre de changement parlez-vous ?*



Karim Tazi, président de l'Association marocaine de l'industrie textile : « *Les entreprises marocaines devraient s'efforcer pour passer de la sous-traitance à la co-traitance* ». / K.T.

K.T. : Beaucoup d'entreprises qui jusqu'à maintenant se contentaient du travail en sous-traitance, devraient changer de métier. Selon moi, elles doivent passer au produit fini. Cela suppose trois choses : qu'elles soient capables de concevoir des collections, de s'approvisionner en tissus et de commercialiser ces collections au moyen d'un travail de marketing très élaboré. Pas toutes les entreprises marocaines ne seront capables de faire cela, quelques unes se maintiendront

grâce à la sous-traitance, d'autres disparaîtront.

A/I : *Les entreprises, ont-elles déjà commencé cette transformation ?*

K.T. : Certaines ont commencé à avoir une création, un approvisionnement, et un marketing, mais il s'agit d'une minorité, entre 40 % et 50 % des entreprises du secteur sont entrées dans ce processus au Maroc.

Le Maroc devrait mettre en marche de grandes plate-formes industrielles et commerciales

Quelques données sur le textile au Maroc

en millions de dirhams

	2002	2003	03/02 %	%
Production industrielle	26 536	26 457	0	
Valeur ajoutée	10 550	10 316	-2	
Emploi	224 321	222 463	-1	
Investissement industriel	1 668	1 673	0	
Exportations ¹	17 413	17 656	1	
Capital étranger investi	2 045	2 034	-1	21

¹ Les exportations se réfèrent uniquement aux entreprises industrielles.
Source : Ministère de l'Industrie et du commerce marocain.

A/I : *Et les autres ?*

K.T. : Les entreprises qui veulent continuer dans le marché doivent s'efforcer pour passer de la sous-traitance à la co-traitance. Elles doivent devenir les fournisseurs de marques comme Zara ou Mango, des entreprises qui sortent beaucoup de collections par an et qui ont besoin d'une livraison du produit dans des délais très brefs. Celles qui seront capables de répondre aux exigences de ce que l'on appelle le circuit court, comme celles que je viens de citer, continueront à avoir du travail. Les autres mourront.

A/I : *Peut-on comparer les réactions des gouvernements tunisien et marocain face à cette transformation du secteur textile ?*

K.T. : Sans doute, le gouvernement tunisien a réagi beaucoup plus vite, car le gouvernement marocain avait promis un Plan de relance du secteur pour la fin février, et celui-ci n'a pas encore été annoncé. Le premier ministre du Maroc, Driss Jettou, est extrêmement sensible à ce secteur et il aimerait faire quelque chose, mais il est clair qu'il n'y a pas eu une

concertation claire entre les différents départements de l'équipe gouvernementale.

A/I : *Qu'attendez-vous du gouvernement ?*

K.T. : Nous attendons que de grands moyens soient mis en place. Pour que les entreprises passent de la sous-traitance au produit fini, il faut qu'elles aient accès à la matière première et à la machinerie. Pour atteindre ce premier point, une baisse des impôts douaniers sur les matières premières de l'industrie textile est nécessaire. Nous avons interposé plusieurs demandes et nous attendons toujours que le gouvernement réponde et agisse. En deuxième lieu, nous avons demandé que les aides, les fonds de restructuration financière européens qui n'ont jamais été utilisés du fait de la complexité du processus pour y accéder, soient accessibles. Il était prévu que l'on s'appuie sur le secteur bancaire pour la distribution de ces fonds, mais ce secteur n'est pas intéressé par le textile. Les fonds sont séquestrés par le secteur bancaire. La restructuration n'avance pas. De plus

le circuit logistique marocain d'entrée et sortie est très peu avancé.

A/I : *Quelles mesures concrètes devraient être mises en place à court terme d'après vous ?*

K.T. : Nous voulons que l'entrée du produit soit meilleur marché et plus rapide. S'il faut livrer une commande à Zara en huit jours, dans ce délai il faut importer la matière première, fabriquer le produit et l'exporter. Si l'entrepreneur fait un effort pour tenir la commande en un temps record et ensuite celle-ci reste bloquée à la douane ou au port, le travail sera inutile. Et un dernier point intéressant serait de mettre en marche de grandes plate-formes industrielles et commerciales comme Décathlon, qui a ses propres matières premières, offre du travail à travers la sous-traitance, recueille la production et l'envoie à Décathlon en France.

A/I : *Quelle interaction devrait-il y avoir entre l'Europe et le Maghreb pour développer le secteur ?*

K.T. : Nous aurions voulu que le Processus de Barcelone aboutisse en quelque chose de concret. Les grands espaces paneuroméditerranéens continuent d'être un songe. De plus, je ne crois pas que les acteurs européens soient ni sensibilisés ni convaincus du fait de contribuer à la création de cet espace. La preuve en est que le 1er janvier 2005, les grands clients européens se sont dirigés vers la Chine, ce qui veut dire que l'espace euroméditerranéen n'a pas beaucoup d'importance pour eux. ■